



SYSEM

14 av. Paul DUPLAIX

ZI du Prat

56000 VANNES



**LOGISTIQUE DE TRANSFERT ET DE TRANSPORT DES DECHETS
RECYCLABLES ISSUS DE COLLECTES SELECTIVES**

Date et heure limites de réception des offres :

15 septembre 2025 à 12h00

Règlement de Consultation (RC)

RC

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 -	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.2 -	TYPE DE PROCEDURE DE CONSULTATION	5
2.3 -	NOMENCLATURE	5
2.4 -	MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ	5
2.4.1	FORME DU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	5
2.4.2	SOUS-TRAITANCE	5
2.5 -	DEMANDE D'INFORMATION COMPLEMENTAIRE SUR LE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
2.6 -	VISITE DU SITE	6
2.7 -	DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 3 -	CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	6
3.1 -	TYPE ET FORME DU MARCHÉ	6
3.2 -	LIEU D'EXECUTION	6
3.3 -	DECOMPOSITION DES PRESTATIONS	6
3.3.1	ALLOTISSEMENT	6
3.3.2	TRANCHES OPTIONNELLES	6
3.3.3	PHASES TECHNIQUES	6
3.4 -	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)	6
3.5 -	VARIANTES FACULTATIVES A L'INITIATIVE DU CANDIDAT	6
3.6 -	DUREE DU MARCHÉ	7
3.7 -	CLAUDE DE PRESERVATION DE L'EMPLOI	7
3.8 -	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT – AVANCE FORFAITAIRE	7
ARTICLE 4 -	CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES	7
4.1 -	DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS	7
4.2 -	MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
4.3 -	ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION	8
ARTICLE 5 -	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5.1 -	PIECES DE LA CANDIDATURE	8
5.2 -	PRESENTATION DE L'OFFRE	10

ARTICLE 6 -	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
6.1 -	VERIFICATION DE LA RECEVABILITE DES CANDIDATURES	11
6.2 -	VERIFICATION DE LA RECEVABILITE DES OFFRES	11
6.3 -	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	11
6.4 -	DEMANDE DE PRECISION SUR LES OFFRES	12
6.5 -	ERREURS ET DISCORDANCES DANS L'OFFRE	12
ARTICLE 7 -	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	12
7.1 -	TRANSMISSION DU PLI	12
7.2 -	SIGNATURE ELECTRONIQUE	13
7.3 -	ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE	13
ARTICLE 8 -	SUITE DONNEE A LA CONSULTATION	14
8.1 -	POUR LE CONTRACTANT ETABLI EN FRANCE	14
8.2 -	POUR LE CONTRACTANT ETABLI A L'ETRANGER	14
ARTICLE 9 -	MISE AU POINT DU MARCHE	15
ARTICLE 10 -	ABANDON DE LA PROCEDURE	15
ARTICLE 11 -	PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 12 -	CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 13 -	TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES	16
ARTICLE 14 -	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet :

Logistique de transfert et de transport des déchets recyclables issus de collectes sélectives.

Le Marché comprend notamment les principales prestations suivantes :

- Exploiter la station de transfert mise à disposition par le SYSEM dans sa configuration future au 01/01/2026 ;
- Réceptionner les déchets recyclables sur la station de transfert du SYSEM provenant des 3 collectivités membres du SYSEM (Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, Questembert Communauté, Arc Sud Bretagne)
- Transporter les déchets recyclables de la station de transfert du SYSEM vers le centre de tri TRIVALO35 au Rheu (35).

Le Marché comprend sans être exhaustif :

- ✓ L'exploitation et la maintenance des installations mises à disposition du titulaire dans le cadre du présent marché et pendant toute sa durée ;
- ✓ L'accueil et réception des déchets recyclables issus des collectes sélectives d'emballages ménagers et de papiers, en mélange ;
- ✓ Le contrôle des apports réalisés par les EPCI membres du SYSEM en charge de la collecte des déchets ou par les apporteurs privés ayant contractualisé avec le SYSEM ;
- ✓ La gestion du stock ;
- ✓ Le chargement et le transport en mélange des déchets recyclables vers le centre de tri TRIVALO35 au Rheu (35) ;
- ✓ La réalisation de l'ensemble des prestations nécessaires au bon fonctionnement du site en termes :
 - De traçabilité (fiche d'information préalable / gestion des badges d'accès / gestion informatique du pont bascule/gestions des stocks, évacuations, transports...) ;
 - De sécurité (plan de circulation, plan de prévention, protocoles de chargement/déchargement, défense incendie, POI...) ;
 - De qualité (contrôle à réception, fiche et remontées en cas d'anomalie...) ;
 - De maintien en bon état de fonctionnement et de propreté des espaces mis à disposition (bâtiments administratifs et industriels, extérieurs) ;
 - D'hygiène et propreté (nettoyage des bâtiments administratif, bâtiment industriel pour la partie station de transfert, salle de caractérisations, voirie, extérieurs...).

Les quantités estimatives de déchets à prendre en charge durant la totalité du marché - reconductions éventuelles comprises - s'élèvent à 62 350 tonnes.

Le contenu détaillé des prestations est présenté dans les documents du Dossier de Consultation des Entreprises, en particulier dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur est le SYSEM (Syndicat de traitement des déchets du Sud-Est Morbihan) représenté par Monsieur le Président du SYSEM.

Adresse : 14 av. Paul DUPLAIX - 56000 VANNES¹

Tél : 02 97 42 66 75

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

¹ Ceci est l'adresse du siège du SYSEM, non l'adresse de la Station de Transfert.

2.2 - TYPE DE PROCEDURE DE CONSULTATION

La présente consultation est lancée selon la procédure **d'Appel d'Offres Ouvert** définie aux articles L.2124-2 et R.2124-2-1 du Code de la Commande Publique.

2.3 - NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90500000-2	Services liés aux ordures et aux déchets
90512000-9	Services de transport des ordures ménagères

2.4 - MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ

2.4.1 Forme du groupement d'opérateurs économiques

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme de groupement d'opérateurs économiques au soumissionnaire au marché qui peut, conformément aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique et sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, se porter soumissionnaire sous forme de groupement d'opérateurs économiques :

- soit conjoint lorsque chaque membre du groupement d'opérateurs économiques s'engage à exécuter la (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans le marché. Les prestations exécutées par chaque membre du groupement seront détaillées et précisées dans l'acte d'engagement. Le mandataire devra toutefois être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du SYSEM
- soit solidaire lorsque chaque membre du groupement d'opérateurs économiques est engagé pour la totalité du marché. L'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que chacun des membres du groupement s'engage solidairement à réaliser

Conformément à l'article R.2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut, sauf en vertu des exceptions qui y sont prévues, être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

2.4.2 Sous-traitance

Les candidats peuvent sous-traiter un certain nombre de prestations dans les conditions visées au Code de la commande publique, au CCAG-FCS et dans le CCTP sous réserve d'obtenir l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du ou des sous-traitants et l'agrément de ses ou leurs conditions de paiement.

2.5 - DEMANDE D'INFORMATION COMPLEMENTAIRE SUR LE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Pendant la phase de consultation et jusqu'au 15^{ème} jour calendaires avant la date de remise des offres, les candidats pourront poser des questions et obtenir des informations complémentaires sur le dossier de consultation des entreprises (DCE) qui leurs seraient utiles pour préparer leur réponse.

La procédure étant dématérialisée, ces demandes seront obligatoirement posées via le profil d'acheteur : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Le SYSEM répondra, via le profil d'acheteur, à l'ensemble des candidats, de manière à maintenir entre eux une stricte égalité et au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats sont invités à signaler au pouvoir adjudicateur toutes éventuelles anomalies, erreurs ou omissions constatées dans les pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises.

2.6 - VISITE DU SITE

Préalablement à l'élaboration de leur offre, les candidats doivent effectuer une visite du site. Ils devront prendre rendez-vous via le profil d'acheteur du SYSEM (<https://www.megalix.bretagne.bzh>) en respectant un délai de prévenance de 8 jours.

Lors de cette visite, les candidats pourront effectuer toutes observations directes et toutes prises de notes, de cotes ou de photos (hormis le personnel du centre de tri). Toute question devra être posée via le profil d'acheteur du SYSEM.

Une attestation de visite sera établie par le SYSEM et devra être jointe à son offre par le candidat.

NOTA : en cas de non-réalisation de visite, l'offre sera jugée irrégulière. Toutefois tout candidat en mesure de faire état et de justifier, par tout moyen à sa convenance, de sa connaissance approfondie du site et de ses contraintes peut être dispensé de cette visite sans que son offre soit considérée comme irrégulière.

2.7 - DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

La durée de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres jusqu'à la décision d'attribution du marché.

ARTICLE 3 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

3.1 - TYPE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché public est un marché ordinaire.

3.2 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations est situé à VANNES, dans la zone industrielle du Prat, au 17 Rue Stanislas Dupuy de Lôme.

3.3 - DECOMPOSITION DES PRESTATIONS

3.3.1 Allotissement

Le marché n'est pas alloté du fait que l'optimisation de la prestation de transport est très dépendante de l'organisation de la prestation de chargement des déchets prévus par l'exploitant de la station de transfert, notamment des matériels utilisés, des horaires pour le chargement et de la quantité stockée.

Dans ce contexte, l'homogénéité technique globale du marché est considérée comme un gage de continuité du service public et d'optimisation logistique et financière.

3.3.2 Tranches optionnelles

Le marché ne comprend pas de tranches optionnelles visées aux articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la Commande Publique.

3.3.3 Phases techniques

Sans objet

3.4 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE) imposée par l'Acheteur.

3.5 - VARIANTES FACULTATIVES À L'INITIATIVE DU CANDIDAT

Les offres variantes ne sont pas autorisées.

3.6 - DUREE DU MARCHÉ

La durée ferme du marché court à compter de la date effective de notification prévue durant le 4ème trimestre 2025. La durée totale prévisionnelle est de 4 ans 2 mois, détaillée comme suit :

La durée ferme court jusqu'au 31/12/2027 ;

La reconduction n° 1 court du 1^{er}/01/2028 jusqu'au 31/12/2028 ;

La reconduction n° 2 court du 1^{er}/01/2029 jusqu'au 31/12/2029.

La reconduction sera expresse et notifiée au titulaire du marché au moins 2 mois avant la date d'échéance de la période d'exécution en cours. En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé par écrit 2 mois avant l'échéance de la période d'exécution en cours.

Pour information, la date de prise en charge de l'installation, et donc du début d'exécution, est le 1er janvier 2026. Une période de tuilage entre la date de notification et le 1^{er} janvier 2026 est envisageable pour faciliter la transition entre l'exploitant actuel et le titulaire.

3.7 - CLAUSE DE PRESERVATION DE L'EMPLOI

Les articles L. 1224-1 et suivants du Code du travail et la convention collective nationale des activités du déchet du 16/04/2019 ne sont pas applicables au présent marché public.

Aussi, conformément aux dispositions de la loi « climat et résilience » n° 2021-1104 du 22/08/2021, une action de préservation de l'emploi est imposée dans le but de minimiser le risque de perte d'emploi des salariés faisant partie de l'effectif de l'exploitant actuel du centre de tri VENESYS, la société SUEZ RV OUEST.

Le candidat est tenu de proposer aux deux salariés caristes de cet effectif, un transfert de leurs contrats de travail dans ses propres effectifs et aux conditions définies à l'article 10.2.1 du CCAP. Ce dispositif contractuel, étant soumis à l'accord des salariés concernés, n'emporte toutefois pas de plein droit ce transfert.

Le candidat doit donc présenter dans son mémoire technique les modalités envisagées de mise en œuvre de cette action de préservation de l'emploi, l'intégration devant être finalisée au plus tard le 31/12/2025.

La production de cette proposition constitue **une condition de recevabilité de l'offre**

Nota : La proposition financière doit prendre en compte le coût potentiel de la préservation de ces 2 emplois.

3.8 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT – AVANCE FORFAITAIRE

Les prestations seront financées sur les propres ressources budgétaires du SYSEM.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Une avance peut être versée au(x) titulaire(s) si les conditions prévues à l'article R2191-3 du code de la commande publique sont réunies. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance forfaitaire prévue au CCAP, ils devront le préciser à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1 - DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS

Le Dossier de Consultation des Entreprises, ci-après dénommé DCE, est disponible gratuitement via le profil d'acheteur à l'adresse indiquée à l'article 4.3 -ci-après et comprend :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),

- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 8 annexes,**
- **Les documents financiers :**
 - Bordereau des prix unitaires (BPU- 1 onglet),
 - Détail quantitatif estimatif (DQE – 1 onglet).

4.2 - MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, au plus tard le 6^{ème} jour calendaire avant la date limite de réception des plis, d'apporter des modifications et/ou compléments d'information mineurs au dossier de consultation des entreprises et de formuler des recommandations spécifiques aux candidats, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et des règles de concurrence.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés sur le profil d'acheteur MEGALIS lors du retrait du dossier.

Les candidats devront alors répondre sur la base de la plus récente version du dossier de consultation des entreprises sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de dépôt d'un pli par le candidat avant les modifications et/ou compléments d'information au dossier de consultation des entreprises, un nouveau pli pourra être déposé, sur la base de la dernière version du DCE, avant la date et l'heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification et/ou le complément d'information dans les délais impartis, ou lorsque les modifications apportées sont majeures, la date limite de remise des plis sera reportée conformément à l'article R.2151-4-2° du Code de la Commande Publique.

En cas de report de la date limite de remise des plis, les délais prévus ci-avant seront applicables en fonction de la nouvelle date.

4.3 - ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est disponible uniquement sur le profil d'acheteur à l'adresse électronique <https://www.marche.megalis.bretagne.bzh> puis cliquer sur « accéder au portail de service » – « se connecter via le profil d'acheteur Mégalis » – « accès entreprise Salle des marchés » ; La référence de la consultation est **2025001**.

Afin de d'être informé des événements liés à cette consultation, les candidats sont invités à fournir au moment du téléchargement du dossier une adresse électronique valide jusqu'à sa clôture.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés intégralement en langue française. A défaut, une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue, certifiée par un traducteur assermenté, est obligatoire.

Ils doivent être présentés en euros (€), valeur du mois de base M0 : mois de remise de l'offre.

Toutes les données numériques et quantités seront exprimées selon les unités du système métrique international.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes présentées ci-après, datées et signées par lui. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

5.1 - PIECES DE LA CANDIDATURE

Le candidat fera une présentation générale de son entreprise et transmettra les pièces de la candidature telles que prévues aux articles R.2143-3 et R.2143-16 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique du candidat :

Libellés
Lettre de candidature (imprimé Cerfa DC1 dans sa dernière version mise à jour ou équivalent) que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement d'opérateurs économiques, toutes les rubriques devant être dûment remplies.
Une déclaration sur l'honneur du respect des obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.
Déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2 dans sa dernière version mise à jour ou équivalent).

Renseignements concernant la capacité économique, financière du candidat et son aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
Preuve d'une assurance responsabilité civile professionnelle.

Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle du candidat :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de prestations de même nature que celles objet du marché.
Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire et présentation succincte de l'entreprise sur ces expériences similaires.
Copie du récépissé de la déclaration d'exercice de l'activité de transport par route de déchets dangereux et/ou non dangereux en cours de validité, ou à défaut, attestation signée indiquant que les démarches en vue de l'obtention de ce récépissé sont en cours auprès de la préfecture du département du siège de la société candidate.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- **soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr,
- soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique ; Si un DUME est mis à disposition des candidats sur le profil d'acheteur indiqué à l'article 2.1 -, le candidat pourra alors choisir soit de renseigner son DUME en ligne, soit de fournir un DUME en pièce libre (au format XML), rédigée en français et en euro.

En cas de remise d'un DUME en pièce libre, les candidats ne pourront pas se contenter d'y indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Ils pourront réutiliser un DUME déjà utilisé dans le cadre d'une procédure antérieure à condition de confirmer la validité des informations qui y figurent.

NOTA : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (**sous-traitance ou co-traitance**), **le candidat produit les mêmes documents** concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés ci-dessus par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de cet opérateur économique. Un DUME doit être présenté pour chaque entité intervenant au marché.

5.2 - PRESENTATION DE L'OFFRE

La présentation des offres est soumise à l'article R2151-6 du code de la commande publique. A ce titre, le candidat transmet son offre en une seule fois.

Le candidat remet les pièces ci-dessous, constitutives de son offre. Le candidat présente son offre dans le respect des clauses de l'ensemble du dossier de consultation rédigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
Le bordereau des prix unitaires (BPU)
Le Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (étant précisé que ce document est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres)
L'attestation de visite du site remise par le SYSEM
<p>Le mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le candidat pour l'exécution du contrat structuré de la manière suivante :</p> <p>1- Exploitation de la station de transfert :</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation du personnel/agents en charge de ce marché (exécution/encadrement/services supports...) ainsi que les moyens mis à leur disposition (télécommunication, équipements...); Méthodologie et moyens proposés pour garantir la maîtrise du risque incendie et la sécurité des apporteurs et ou de la coactivité ; Moyens proposés pour garantir la propreté, l'entretien et la maintenance du site mis à disposition ; Présentation des devis d'assurance conformes aux exigences énoncées à l'article 16 du CCAP, (à défaut, l'offre sera considérée irrégulière). <p>2- Accueil des déchets ménagers recyclables :</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation prévisionnelle concernant l'accueil sur le site en termes d'horaires de travail journalier, nombre d'agents, planification hebdomadaire, nombre d'ETP annuel, moyens de communication utilisés... ; Organisation prévisionnelle concernant l'accueil sur le site les jours fériés et les samedis ; Présentation détaillée, mais concise des équipements/engins de manutention et l'explication du/des choix opéré(s) ; Présentation de l'organisation prévue en termes de dépotage, de stockage et de gestion des non-conformités ; Présentation succincte d'une « journée type » d'un agent sur site (les tâches / activités...). <p>3- Chargement et transports des déchets ménagers recyclables :</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation détaillée, mais concise des équipements/engins de manutention, véhicules, remorques de transport et l'explication du/des choix opéré(s) ; Organisation, méthodologie et moyens mis en œuvre pour les chargements et les transports (modalités de chargement, sa durée, nombre de transports par jour, par semaine, horaires des chargements/transports, poids moyens par transport...); Organisation, méthodologie et moyens mis en œuvre pour réduire les risques de coactivité sur site ; Organisation, méthodologie et moyens mis en œuvre pour la mise en place d'une maintenance préventive sur les engins et véhicules de transports ; Présentation succincte d'une « journée type » d'un chauffeur sur les sites de chargement et déchargement (les tâches / activités...). <p>4- Organisation des prélèvements et contrôle des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation de la méthodologie prévue pour la réalisation des prélèvements ; Organisation et moyens prévus pour entretenir et nettoyer la salle de caractérisation ; Organisation, méthodologie et moyens mis en œuvre pour garantir le contrôle des données du pont bascule et leurs concordances.

5- Impact environnemental et social :

- Présentation succincte des efforts environnementaux réalisés pour réduire les émissions de gaz à effets de serre (Loi Orientation Mobilité (LOB 2025) / label « objectif CO2 » / label « Lucie26000 » / Norme ISO 14001/ Norme EURO6...) induites par les besoins du marché ;
- Présentation des modalités envisagées pour respecter la clause de préservation de l'emploi, **sous peine que l'offre soit considérée irrégulière.**

Nota : l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'opérateurs économiques, devra indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée et tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, leur dénomination et qualité.

Si l'offre est présentée en groupement d'opérateurs économiques, quelle qu'en soit la forme, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis de la personne publique et en coordonne les prestations.

En vertu de l'article R.2151-7 du Code de la Commande Publique, il est toutefois **interdit** aux candidats de remettre plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 - VERIFICATION DE LA RECEVABILITE DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des offres, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un **délai maximum de 5 jours** après la réception de la demande.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Seront éliminées les candidatures irrecevables au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les capacités professionnelles, techniques ou financières sont manifestement insuffisantes au vu des pièces du dossier de candidature.

Lorsque la preuve de l'aptitude du candidat et à exercer une activité professionnelle est exigée, un manquement ou une carence, même pour un seul élément de mission entraînera une élimination de la candidature à ce stade comme irrégulière.

6.2 - VERIFICATION DE LA RECEVABILITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-1 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées seront éliminées.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser le soumissionnaire à procéder à la régularisation de son offre irrégulière, mais non anormalement basse dans un délai approprié, sans que cette régularisation ne puisse avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

6.3 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les offres seront analysées, notées et classées dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-7, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et conformément aux critères de jugement des offres précisés ci-après.

Au cours de l'analyse, le pouvoir adjudicateur pourra être amené à demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre dans les conditions prévues par l'article 6.4 -ci-après. Il ne peut toutefois y avoir de négociation.

Critères	Pondération
1- Montant global des prestations apprécié au regard du DQE	45 %
2- Valeur technique appréciée au regard des sous-critères suivants :	50 %
2.1- Adéquation aux besoins du SYSEM concernant l'exploitation de la station de transfert en termes de maîtrise des risques incendies et coactivité ainsi que d'entretien-maintenance (méthodologie, organisation, moyens...)	15 %
2.2- Adéquation aux besoins du SYSEM concernant l'accueil, le chargement et le transport des déchets ménagers recyclables (méthodologie, organisation, moyens...)	35 %
3- Impact environnemental des moyens dédiés à l'exploitation et au transport (équipements et moyens mis en œuvre pour la manutention, le chargement et transport des déchets ménagers recyclables, véhicules et bennes de transport, optimisation des transports...).	5 %

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 10 et pondéré comme indiqué dans le tableau ci-dessus. Les notes pondérées ainsi obtenues seront additionnées pour obtenir la note finale du soumissionnaire sur 100 points.

6.4 - DEMANDE DE PRECISION SUR LES OFFRES

S'il l'estime nécessaire, le pouvoir adjudicateur pourra demander des précisions, au(x) soumissionnaire(s) sur leur(s) offre(s) en applications des dispositions de l'article R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects essentiels de(s) l'offre(s), notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation, lorsque les modifications apportées sont susceptibles de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

6.5 - ERREURS ET DISCORDANCES DANS L'OFFRE

Le marché étant conclu à prix à prix unitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif, reporté à l'acte d'engagement sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail quantitatif estimatif feront l'objet d'une rectification soumise pour accord au soumissionnaire concerné et c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente ; en cas de non-réponse, il sera considéré que les corrections apportées sont acceptées

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Les réponses doivent être obligatoirement transmises par voie dématérialisée. Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - TRANSMISSION DU PLI

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalix.bretagne.bzh/entreprise>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site Internet ou sur une adresse électronique autre est nul et non avenu.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants : *.pdf*, *.doc* ou *.rtf*, *.xls*, *.ppt*, *.jpg* ou *.jpeg*.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Les candidats qui recourent à un format autre que ceux listés ci-dessus devront, sous peine d'irrecevabilité des offres, mettre à la disposition de la personne publique les moyens de lire les documents en question.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'Acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

NOTA : conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du Code de la Commande Publique, le candidat transmet son offre en 1 seule fois. Si plusieurs offres **identiques** (pour un lot, une offre de base ou une offre variante) sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres

7.2 - SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique des documents n'est pas exigée mais est recommandée.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES), c'est-à-dire conformes à l'Arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES dans la mesure où il sera pour sa part impossible d'utiliser un autre format de signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Si le candidat ne dispose pas de la signature électronique (au moment du dépôt de son pli ou au moment de l'attribution du marché, le cas échéant), il lui sera demandé de signer manuscritement les pièces du marché et de les transmettre sous format papier (dépôt contre récépissé ou voie postale) dans un délai mentionné dans le courrier d'attribution

7.3 - ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (ce qui est conseillé : CD-ROM, DVD-ROM, Clé USB) selon les modalités indiquées à l'article ci-dessus « présentation des offres » à l'adresse suivante :

SYSEM

14 av. Paul DUPLAIX

ZI du Prat

56000 VANNES

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie sous forme d'enveloppe cachetée, dans les délais impartis pour la remise des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (ou virus) est détecté par l'acheteur ;
- Lorsque l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsque l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

ARTICLE 8 - SUITE DONNEE A LA CONSULTATION

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire dans l'attente de la production par l'attributaire des certificats et attestations prévus aux articles R.2143-7 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique aux fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

A défaut de production de ces documents justificatifs dans le délai imparti, l'offre sera rejetée en application des dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

8.1 - POUR LE CONTRACTANT ETABLI EN FRANCE

Les documents listés à l'article D.8222-5 du code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ; Si l'attributaire est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés justifiant qu'il est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, au sens de l'article L2141-3 du code de la commande publique
- Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R123-6 du code du commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente.

Les certificats sociaux et fiscaux (article R.2143-7 du Code de la Commande Publique) :

Certificats délivrés par les administrations et organismes prouvant la souscription des déclarations incombant au candidat :

- **Attestation de régularité fiscale de l'année en cours**, délivrée par la DGFIP ;
- **Attestation de vigilance datant de moins de 6 mois**, délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes selon l'entreprise en cours de validité (article. D.8222-5 du code du travail).

NOTA : Ces documents **devront être fournis tous les six mois jusqu'à la fin du marché.**

Lutte contre le travail illégal (article D.8254-2 du code du travail) :

La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

8.2 - POUR LE CONTRACTANT ETABLI A L'ETRANGER

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France

b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit,

un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L. 243-15](#) du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel
- c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française. Ils devront être fournis tous les six mois jusqu'à la fin du marché.

ARTICLE 9 - MISE AU POINT DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut procéder en accord avec le soumissionnaire à une mise au point des composantes du marché avant sa signature. Cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

ARTICLE 10 - ABANDON DE LA PROCEDURE

En vertu de l'article R.2185-1 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à la présente consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général et sans indemnisation des candidats ou soumissionnaires.

ARTICLE 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les documents et éléments présentés par les soumissionnaires demeurent leur propriété intellectuelle.

Les données communiquées par le pouvoir adjudicateur aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que la réponse à la présente consultation.

Au cas où il ne serait pas donné suite à la procédure de consultation, les prestations des soumissionnaires ne pourront être utilisées, en tout ou partie, sans accord de leur auteur.

De même, les prestations des soumissionnaires non retenus ne pourront être utilisées, en tout ou partie, sans accord de leur auteur.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

Les soumissionnaires sont tenus de ne pas divulguer à des tiers le contenu de toute offre remise au pouvoir adjudicateur durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché.

ARTICLE 13 - TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

En application du **règlement général sur la protection des données**, (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit « RGPD ») entré en vigueur le 25 mai 2018, les candidats et soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel collectées dans le cadre de la présente procédure de consultation sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

La finalité du ou des traitement(s) : assurer le bon déroulement de la présente procédure de consultation, jusqu'à l'attribution du marché public, communiquer avec les candidats et soumissionnaires et respecter les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative applicable aux marchés publics

Destinataires ou catégories de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées aux services du SYSEM, chargés dans la limite de leurs compétences respectives du suivi et de la finalisation de la procédure de consultation concernée.

Durée de conservation : les données objet du traitement sont conservées pendant toute la durée de finalisation du marché et pendant 5 ou 10 ans selon la nature du marché public et la durée d'utilité administrative des documents concernés.

Les personnes concernées par ce traitement de données personnelles disposent d'un droit d'accès à ces données, de rectification et de limitation du traitement en sollicitant le SYSEM.

ARTICLE 14 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel Bizien 3 Rue contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics (CCIRA).

CCIRA DE Nantes
DREETS des pays de la Loire
Immeuble Skyline, 22 Mail Pablo Picasso – BP 24209
44042 NANTES cedex 1

Tél : 06 60 48 98 89
Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr